



FONCTIONNAIRES ET AGENTS DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

TOUS EN GRÈVE LE 9 AVRIL 2015

Les organisations syndicales et les salariés du public comme du privé souffrent, depuis quelques années, si ce n'est d'une dizaine d'années, d'un recul dans les mobilisations. Pourtant, nous constatons quotidiennement que souffrance au travail et dans la sphère privée augmentent sans cesse, la première ayant souvent des conséquences sur la seconde.

Les différents gouvernements font mines d'ignorer l'ensemble de nos revendications **faute de l'existence d'un réel rapport de force**. L'établir, c'est montrer notre mécontentement auprès de nos employeurs en ne venant pas travailler lors d'un mouvement de grève !

Cette mobilisation doit également permettre de faire passer un message aux usagers du service public : votre dévouement quotidien fait oublier à ces derniers la réalité de vos conditions de travail dégradées !

Vous en avez marre de :

- ne pas être reconnu-e pour votre investissement personnel ;
- ne pas pouvoir programmer à tête reposée vos congés ;
- devoir vous faire écrêter de plusieurs centaines d'heures de travail non rémunérées par an pour pouvoir aboutir vos dossiers ;
- avoir le sentiment d'être dévalorisé-e dans une dynamique de management de plus en plus individualiste ; notamment avec des primes de fin d'année qui ressemblent à une attribution à la tête du client ;
- de voir votre salaire ne pas, ou faiblement, évoluer ; alors que certains hauts fonctionnaires bénéficient d'une centaine de milliers d'euros en fin d'année pour vous avoir fait atteindre des objectifs ;
- d'être enfermé-e dans des objectifs, des renseignements de tableau de suivi de plus en plus chronophage alors que vous avez une prestation de service public à réaliser ;
- un éloignement entre la mission de service public et la réalité quotidienne ;
- d'être soumis-e à une agressivité de plus en plus importante des usagers, eux-mêmes soumis à ces phénomènes dans leurs entreprises ;
- d'avoir une hausse constante de votre charge de travail alors que le nombre de vos collègues et collaborateurs diminue constamment, au prétexte d'une lutte contre l'austérité ;
- d'être perdu-e dans un monstre qui ne sait pas vous dire quand toutes ces contre-réformes s'arrêteront, quand une solution sera trouvée, quand vous aurez le sentiment d'échapper à un gigantesque plan social qui ne dit pas son nom !
- de ne pas pouvoir vous rendre en formation faute de temps !

ALORS TOUS EN GREVE le 9 AVRIL 2015 ! TOUS DANS LA RUE !

CGT, FSU et SUD du ministère de l'intérieur veulent une hausse immédiate des salaires (dégel du point d'indice et augmentation du SMIC), des recrutements de collègues fonctionnaires en masse (et pas des vacataires ou des contractuels, il y a du travail pour tout le monde) et réaliser notre mission de service public (car l'État est la Société et que la Société c'est VOUS) !

CGT, FSU et SUD du ministère de l'intérieur dénoncent les conséquences du pacte de responsabilité qui transforment l'impôt nécessaire au financement du service public en cadeaux sous la forme par exemple du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) sans la moindre contrepartie en matière de création d'emplois et d'augmentation des rémunérations. Nous, agents de la fonction publique, étant paupérisés et obligés de rendre toujours plus de compte au travers des objectifs quantitatifs inatteignables et non qualitatifs de notre travail.

Avec le projet de loi dit « Macron », le Gouvernement, toujours sous l'aiguillon des organisations patronales et plus particulièrement du Medef, tente d'imposer une insécurité sociale généralisée : destruction du contrat de travail, banalisation du travail dominical et de nuit dont les femmes - les plus particulièrement précarisées - seraient les premières victimes.

Cette insécurité trouve aussi son origine dans la poursuite, l'accentuation et la généralisation des attaques portées contre toute l'action publique, celle de l'État et de ses opérateurs, celle des collectivités territoriales, celle de la Sécurité sociale et plus largement de la protection sociale.

Corrélée à la réforme territoriale et des collectivités, la nouvelle séquence de la réforme de l'Etat a pour objet d'organiser des abandons, des privatisations et des transferts de politiques publiques. Dans le même temps, des milliers d'emplois publics sont supprimés.

CGT, FSU et SUD du ministère de l'intérieur remettent en cause les futures mesures du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) dont les conséquences seraient une aggravation d'une différenciation des rémunérations d'agents évoluant pourtant dans les mêmes grades.

Sa mise en place obligerait les agents à négocier toujours plus leurs objectifs avec une férocité renforcée aux moments des entretiens d'évaluation déjà souvent très mal vécus, engendrant une véritable psychose. Bien loin de ce qu'ils devraient être : un dialogue serein et avec son autorité hiérarchique sans conséquence sur la carrière des agents.

Cette dépression générale de la société française et par extension de la société européenne entrave l'existence même des citoyens. Les fonctionnaires amènent au travail leur malaise de ne pas avoir pu s'épanouir dans leur vie privée et ils ramènent dans leur foyer le malaise de conditions de travail dont les cadences sont augmentées sans limites.

Alors que les organismes sont eux mêmes limités, alors que cela fait culpabiliser l'ensemble de la société considérée comme fainéante par les décideurs, alors que la dépression, la souffrance au travail ne cessent d'augmenter. Alors que nul ne semble entendre les nombreuses alertes et avertissements exprimées par les organisations syndicales CGT, FSU et SUD du ministère de l'intérieur.

Si nous voulons que cela cesse : luttons ensemble!

Venez grossir les rangs des manifestations qui auront lieu le 9 avril 2015 !

